

Identité électronique - quel choix pour le canton du Jura

Hanno Schmid (Verts)

Le 7 mars 2021, le peuple suisse a massivement rejeté la loi fédérale du 27 septembre 2019 sur les services d'identification électronique (LSIE). Le référendum a notamment été lancé car la LSIE permet à des acteurs privés de délivrer et de commercialiser une pièce d'identité officielle.

En effet, la LSIE prévoyait que la Confédération reconnaisse des fournisseurs (entreprises, cantons ou communes) pour l'émission de l'e-ID. A titre public, les cantons de Vaud et de Schaffouse fournissent déjà un tel service. D'autres fournisseurs privés se profilent également, à l'instar de SwissID qui appartient au Swiss Sign Consortium.

Sans attendre le résultat de la votation, le canton du Jura a déjà choisi. En effet, dans sa demande de déclaration fiscale 2020, le service des contributions "invite vivement" les concitoyen-ne-s à remplir ses obligations en ligne sur Jura Tax Online en associant leur compte à la création d'un compte SwissID. C'est la condition posée pour pouvoir accéder aux données fiscales de l'année 2019. La stratégie du gouvernement semble délibérément éliminer les autres fournisseurs privés et publics d'e-ID. A titre d'exemple, le canton de Schaffouse, souhaite étendre ses prestations au reste des résidents de notre pays.

Nos questions au Gouvernement :

- **Le canton du Jura a-t-il conclu un partenariat avec SwissID?**
- **Si oui, quel en est la teneur ?**
- **Dans le future, les citoyen-nes pourront-ils choisir librement leur fournisseur d'e-ID afin de bénéficier d'un accès au guichet virtuel ?**
- **En d'autres termes, le Gouvernement prévoit-il l'accès au guichet unique à d'autres fournisseurs d'e-ID, notamment des fournisseurs publics ?**
- **Finally, le gouvernement prévoit-il d'offrir un e-ID public ?**
- **Si non, quelles en sont les raisons et quel serait le coût d'une telle offre ?**

Hanno Schmid (Verts)

Co-signataires

- Raphaël Breuleux (Verts)
- Audrey Voutat (Verts)
- Rémy Meury (CS-POP)
- Ivan Godat (Verts)
- Magali Rohner (Verts)
- Tania Schindelholz (CS-POP)
- Roberto Segalla (Verts)
- Baptiste Laville (Verts)
- Philippe Bassin (Verts)

- Pauline Godat (Verts)
- Linder Céline Robert-Charrue (Verts)

Intervention déposée officiellement le 31 mars 2021

Documents annexés

- i956.pdf



Parlement jurassien
Groupe Vert•es et CS-POP

Interpellation n° 956

Identité électronique – quel choix pour le canton du Jura

Le 7 mars 2021, le peuple suisse a massivement rejeté la loi fédérale du 27 septembre 2019 sur les services d'identification électronique (LSIE). Deux tiers des Jurassiennes et Jurassiens ont manifesté leur désaccord avec ce projet. Le référendum avait notamment été lancé car la LSIE permet à des acteurs privés de délivrer et de commercialiser une pièce d'identité officielle.

En effet, la LSIE prévoyait que la Confédération reconnaisse des fournisseurs (entreprises, cantons ou communes) pour l'émission de l'e-ID. A titre public, les cantons de Vaud et de Schaffhouse fournissent déjà un tel service. D'autres fournisseurs privés se profilent également, à l'instar de SwissID qui appartient au Swiss Sign Consortium.

Sans attendre le résultat de la votation, le canton du Jura a déjà choisi. En effet, dans sa demande de déclaration fiscale 2020, le service des contributions "invite vivement" les concitoyennes à remplir leurs obligations en ligne sur Jura Tax Online en associant leur compte à la création d'un compte SwissID. C'est la condition posée pour pouvoir accéder aux données fiscales de l'année 2019. La stratégie du Gouvernement semble délibérément éliminer les autres fournisseurs privés et publics d'e-ID. A titre d'exemple, le canton de Schaffhouse, souhaite étendre ses prestations au reste des résidents de notre pays.

Nos questions au Gouvernement :

- Le canton du Jura a-t-il conclu un partenariat avec SwissID ?
- Si oui, quel en est la teneur ?
- Dans le futur, sera-t-il possible aux citoyennes de choisir librement leur fournisseur d'e-ID afin de bénéficier d'un accès au guichet virtuel ?
- En d'autres termes, le Gouvernement prévoit-il l'accès au guichet unique par d'autres fournisseurs d'e-ID, notamment des fournisseurs publics ?
- Finalement, le Gouvernement prévoit-il d'offrir un e-ID public ?
- Sinon, quelles en sont les raisons et quel serait le coût d'une telle offre ?

Delémont, le 31 mars 2021

Groupe Vert•es et CS-POP
Hanno Schmid

Ivan Godat

Ivan Godat

Magali Rohner

Rémy Meury

Taïca Sdeiddelotz

Pauline Godat

Braxley Raphaël

Roberto SEGALIA

Baptiste Leuville

Céline ROBERTS-CASARNEUX

Philippe BARRIN

Audrey VERTAT